



ÉVÉNEMENT FRANCE

«La seconde vague n'aura pas besoin des enfants pour exister»

L'épidémiologiste Lulla Opatowski juge possible la réouverture des classes, à condition qu'une grande partie de la population ait été testée.

Lulla Opatowski est modélisatrice en épidémiologie des maladies infectieuses, enseignante-chercheuse affiliée à l'université de Versailles-Saint-Quentin, l'Institut Pasteur et l'Inserm. Elle revient sur les premières mesures dessinées par le président de la République lundi.

Emmanuel Macron a annoncé la réouverture «progressive» des crèches, écoles, collèges et lycées à partir du 11 mai. Dans leurs modélisations, plusieurs épidémiologistes envisageaient plutôt que ces établissements res-

tent fermés lors de cette première étape de déconfinement. Qu'en pensez-vous?

Je pense que la reprise sociale doit pouvoir s'envisager. Toutefois, si l'école reprend, cela doit s'accompagner d'une organisation très minutieuse et de précautions. Il faut attendre les détails du président de la République, mais il est évident qu'une stratégie graduelle est nécessaire, même si on ne connaît pas le rôle réel des enfants sur la circulation du Sars-CoV-2. S'ils sont peu exposés, semble-t-il, au



risque d'infections sévères, on ne sait pas encore bien à quel point ils s'infectent eux-mêmes et ils contaminent les autres. Tout ce que l'on sait, c'est que pour d'autres infections respiratoires comme la grippe, la fermeture des écoles est une mesure efficace. Pour le Covid-19, nous avons encore peu de données.

Face à ces incertitudes, la crainte d'un effet rapidement négatif de cette réouverture des classes est donc bel et bien audible ?

La seconde vague n'aura pas besoin des enfants pour exister. Si les parents de ces enfants qui vont retourner travailler ne font pas l'objet de mesures fortes telles que le maintien absolu des mesures barrières et le dépistage, le virus continuera de circuler.

D'un point de vue épidémiologique, il est raisonnable de ne pas envisager le déconfinement tant qu'on n'a pas les outils nécessaires qui nous permettent de réduire drastiquement le risque à la sortie. Et réduire le risque à la sortie, ça veut dire être capable de tester la population pour que les personnes infectées puissent s'isoler et éviter des densités de contacts très importantes qui mèneraient à de nouvelles contaminations. Plus on testera de monde, et pas seulement les personnes symptomatiques, plus la méthode sera efficace dans le ralentissement de la transmission. Mais là encore, attendons les précisions définitives d'Emmanuel Macron à ce sujet.

Ce qui est sûr, de mon point de vue, c'est que si chacun reprenait sa vie normale à la mi-mai, l'épidémie re-

partirait avec autant de force.

Le Président a déclaré que la « première voie pour sortir de l'épidémie est celle des vaccins ». Le scénario qui viserait à atteindre l'«immunité collective» tout en maintenant certaines barrières semble-t-il officiellement abandonné ?

Comme vous le savez, l'immunité collective pour ce type de transmissibilité nécessite une proportion de l'ordre de 50 % à 60% de la population infectée. Tant que nous ne savions pas exactement à quel niveau nous étions, cette option pouvait être envisagée par certains. Actuellement, nous nous trouvons à ma connaissance à moins de 10% de la population française contaminée par le Covid-19. Le niveau des 60% me semble aujourd'hui trop haut pour être un objectif. Il y aurait trop de cas sévères, trop de décès.

Recueilli par
ANAÏS MORAN



INTERVIEW

DR